

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Tasnime AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Stationnement Payant sur Voirie - Convention de gestion des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) en cycle complet - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le stationnement est devenu une modalité d'occupation du domaine public et le non-paiement immédiat du stationnement est assimilé au choix de l'utilisateur d'un paiement postérieur au stationnement par l'intermédiaire d'un Forfait de Post-Stationnement (FPS).

Le FPS est donc dû au titre de l'occupation du domaine public, en cas de stationnement sur un emplacement payant de voirie. Il peut être édité par voie dématérialisée et géré par l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI).

Par délibération du 28 juin 2018, une convention cycle complet a été conclue par la collectivité avec l'ANTAI. Cette convention d'une durée de 3 ans arrive à échéance le 31 décembre 2020.

L'adhésion à ce cycle complet permet lors de l'émission d'un FPS, sa notification par voie postale par l'ANTAI, au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné, dans un délai de 7 à 10 jours, suivant réception du FPS par l'ANTAI.

En cas de disparition ou de perte de l'avis de paiement déposé sur le véhicule, l'utilisateur a grâce à cette notification, la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis de 90 jours. De surcroît, il peut effectuer une réclamation nommée RAPO (Recours Administratif Préalable Obligatoire) avant la date d'expiration de celui-ci (30 jours).

En cas de non-paiement dans un délai de 90 jours, l'usager reçoit un titre exécutoire majoré de 50 euros, en raison des frais de traitement étatique.

Afin de prolonger ce service avec l'ANTAI, il est proposé une nouvelle convention pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2023.

Dans le cadre de cette convention, il est précisé que les frais de gestion pour le traitement et l'envoi postal d'un FPS seront de 1.32 euros, à réévaluer chaque année en fonction du coût d'affranchissement de la Poste. Dans le cas d'un envoi dématérialisé le traitement coûtera 0.63 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention, entre la Ville et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions sur la base d'une procédure en cycle complet ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 938 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 9 décembre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 décembre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention ANTAI cycle complet 2021 à 2023.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201130-148598-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/12/20
Réception en Préfecture : 09/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.